



Monsieur le Préfet,  
Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les chefs de service  
Mesdames et Messieurs,  
Chèr(e)s collègues,

En préambule à mon intervention, permettez-moi de vous adresser au nom de notre groupe politique, nos meilleurs vœux pour cette nouvelle année. Nous souhaitons que cette année 2007 soit pour vous et ceux qui vous sont chers « source de satisfaction » et « gage d'une excellente santé ».

Pour cette première séance officielle de l'année 2007, vous avez donc inscrit à l'ordre du jour, Monsieur le Président, le débat d'orientation budgétaire. Cet exercice de style, obligatoire car prévu par la loi, a pour but de présenter les grandes lignes du budget de l'année à venir, de dresser un bilan chiffré des finances de notre Collectivité et de souligner les grands dossiers considérés comme prioritaires par la majorité en place.

Force est de constater qu'aucun rapport, aucune donnée chiffrée n'ont été joints avec cette convocation. Vous comprendrez dès lors que ce débat d'orientation budgétaire se limitera à sa plus simple expression, ce que nous ne pouvons que regretter.

Mais cette manière de faire n'est pas nouvelle. Au tout début de la précédente mandature, l'ancienne équipe majoritaire avait procédé de la même façon, puis avait par la suite « corrigé le tir », répondant ainsi favorablement à nos remarques. A plusieurs reprises, en effet, nous avons dénoncé le manque de lisibilité et d'information. Nous n'étions pas les seuls, puisque les conseillers généraux d'archipel demain qui siégeaient comme nous dans l'opposition à l'époque (vos collègues, Monsieur le Président) avaient dénoncé ce manque de communication. Comme quoi, en politique, la vérité d'un jour n'est pas obligatoirement celle du lendemain pour tout le monde.

Faute de données précises, je me contenterai de vous livrer quelques réflexions sur certains dossiers qui ont alimenté l'actualité locale au cours des dernières semaines.

Le premier d'entre eux concerne le Centre de Santé. L'ouverture de cette nouvelle structure a, d'une part, provoqué un certain émoi chez le personnel du Centre Hospitalier François Dunan (une inquiétude légitime et probablement fondée quant au maintien de l'emploi au sein du service public hospitalier) et, d'autre part, avec cette nouvelle offre de soins, beaucoup de nos compatriotes et plusieurs organismes s'interrogent à juste raison sur le coût de la santé dans l'archipel à plus ou moins long terme.

Pour notre part, et bien avant mars 2006, notre position sur ce dossier était claire : pour nous, la « santé » devait rester du domaine public, surtout dans un archipel isolé et peu peuplé comme le nôtre.

L'ouverture de ce Centre de Santé a, par ailleurs, entraîné une certaine confusion dans les esprits ; en voici deux exemples :

- le premier concerne le tourisme. Tout au long de l'année 2006, l'accent a été porté par la Collectivité et les professionnels du secteur pour que soit réellement prise en compte cette activité économique source de développement et d'emploi. Des projets sont en chantier, des efforts financiers importants ont été engagés et le secteur touristique réorganisé. Toutefois, parallèlement à toute cette mobilisation, l'ouverture du Centre de Santé a eu pour conséquence directe la fermeture de l'un des deux hôtels de Saint-Pierre. Puisque l'hôtel Neptune a été racheté et réhabilité par la CPS pour abriter ses nouvelles activités.

D'un côté, on tente de redonner du souffle au secteur touristique, de l'autre, on ferme un des rares hôtels de la place ! On peut comprendre le désarroi de nos compatriotes, leur scepticisme et par conséquent le manque de cohérence qui en découle pour la lisibilité de votre politique dans ce secteur.

- le second a trait à la construction du nouvel hôpital sur le quartier des graves. En « vidant » la médecine généraliste de ce futur établissement, beaucoup s'inquiétaient sur la pérennité de cet important chantier de près de 40 millions d'euros. Le représentant de l'Etat nous a rassuré sur ce point lors de sa récente intervention sur les ondes de RFO, confirmant la mobilisation immédiate des crédits prévus pour ces travaux dès cette année 2007. Reste une évidence qui n'a pas manqué de surprendre nos concitoyens, je veux parler de la distance qui séparera ce futur hôpital du Centre de Santé, et qui entraînera des « navettes » obligatoires pour les patients et certainement bien des désagréments.

Le transfert étant désormais acté, nous ne pouvons qu'espérer que ce nouveau système fonctionne au mieux, et cela dans l'intérêt des habitants de Saint-Pierre et de Miquelon.

Pour notre part, nous aurions préféré que la Caisse de Prévoyance Sociale consacre prioritairement son énergie à la revalorisation des retraites (non pas de 1,8% ou 6%, mais bien de 20 à 25% pour rattraper la perte de pouvoir d'achat que subissent nos aînés depuis bien trop longtemps) ainsi qu'à la mise en place tant attendue des nombreuses prestations sociales existant en métropole mais pas encore étendues à l'archipel.

Ma seconde réflexion portera sur le secteur « pêche ». Depuis l'arrivée du mouvement « Cap sur l'Avenir » sur la scène politique locale en 2000, nous sommes régulièrement intervenus pour souligner deux éléments qui nous paraissent indispensables afin d'aider les « politiques » que nous sommes à mettre en place, sur des bases sereines et fiables, une véritable politique de développement de ce secteur. Je veux parler ici du retour d'une antenne IFREMER sur l'archipel dotée de moyens financiers, humains et techniques dignes de ce nom, et de l'armement d'un chalutier pour tenter enfin de pêcher les divers quotas alloués à l'archipel et qui restent pour la plupart d'entre eux au fond de la mer.

- Concernant l'antenne IFREMER, nous sommes heureux que cette idée fasse son chemin et que le Sénateur ait pris ce dossier à cœur, comme l'attestent ses diverses interventions au cours de l'année 2006. Il nous semble primordial que les financements publics (et privés) dans le secteur pêche et aquacole puissent être guidés par les avis éclairés des scientifiques, cela éviterait toute déconvenue et tout investissement inconsidéré.

- Concernant l'armement d'un chalutier polyvalent, cette proposition n'a rien d'utopique. Vous siégez, Monsieur le Président, dans divers organismes (OPANO, ICATT...etc) au titre de Saint-Pierre et Miquelon, organismes qui déterminent le niveau de quotas pour les pays membres. Avouez que si Saint-Pierre et Miquelon arrivait à pêcher les quotas qui lui sont alloués, ceux-ci pourraient être augmentés, voire diversifiés. En tout cas, de telles négociations, de telles discussions en seraient facilitées. Nous sommes convaincus que cette idée mérite d'être étudiée, car si une opportunité existe dans ce domaine, nous ne devons pas la négliger. Les solutions pour la diversification de notre économie ne sont malheureusement pas nombreuses, et toute piste doit être prise en considération.

Ma troisième réflexion portera sur l'environnement. Lors de la campagne des dernières cantonales, l'urgence de s'attaquer au dossier de l'élimination de nos déchets semblait faire l'unanimité au sein de nos deux mouvements politiques étant donné ses incidences sur la santé publique et la préservation de notre fragile cadre de vie.

En ce qui nous concerne, nous considérons toujours ce dossier comme prioritaire. Nous aurions aimé que débutent dès 2006, les premières opérations de traitement des déchets (huiles usagées, piles, ferrailles par exemple) et que soit défini avec les communes avant le début de cette nouvelle année la solution finale à retenir pour leur élimination.

Au moment où une prise de conscience nationale (voire à l'échelle mondiale) se manifeste face au réchauffement climatique, peut-on raisonnablement continuer dans notre petit archipel à ignorer le danger que représente l'incinération à ciel ouvert de l'ensemble de nos déchets ?

Certains peuvent penser que l'environnement est un objectif mineur, qui passe après l'urgence économique et l'impératif social. On peut comprendre, comme j'ai pu le lire, « que certains de nos concitoyens s'inquiètent plus de savoir comment boucler leurs fins de mois et qu'ils se moquent de mieux respirer après-demain si on ne leur dit comment manger demain ».

C'est toutefois à nous, responsables politiques, de démontrer que l'écologie est un espoir de développement durable liant à la fois l'économie, le social et l'environnement.

Pouvez-vous nous dire très précisément, Monsieur le Président, si des avancées notables ont eu lieu sur ce dossier des déchets et à partir de quand des opérations concrètes seront réalisées ?

En conclusion, Monsieur le Président, malgré un contexte économique des plus catastrophiques, nous voulons réaffirmer ici, que notre mouvement « Cap sur l'Avenir » croit fermement à un avenir meilleur pour l'archipel et ses habitants.

Mais cet avenir est conditionné par les orientations, les choix et le travail de votre assemblée. Un travail qui doit être épaulé par l'Etat, les parlementaires et l'ensemble de vos partenaires politiques, économiques et sociaux.

L'année 2007, sera une période décisive où tous les efforts et les moyens devront converger vers des objectifs communs et précis. La pertinence, la complémentarité, l'homogénéité des actions des uns et des autres seront de rigueur. Le schéma de développement, le contrat de projets, la coopération régionale et internationale seront les piliers de cette croissance possible, il sera donc primordial d'être performant et rigoureux. Je vous remercie de votre attention.